



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination et du
Soutien Interministériels
Bureau de l'environnement**

Arrêté préfectoral du 06 MAI 2026 portant mise en demeure à l'encontre de la société **CASSE AUTO LAURENT GOUIN** de respecter les prescriptions applicables aux activités de l'installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage qu'elle exploite au 111 rue du Moulin à AIFFRES (79230)

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier son livre V titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et son livre Ier titre VII relatif aux dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions ;

Vu le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.122-1 et suivants ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres

hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2003 du 10 février 1996 autorisant Monsieur CHARGY Raymond à exploiter sur la parcelle cadastrée n°47 section ZH de la commune d'Aiffres, un dépôt de véhicule hors d'usage ;

Vu l'arrêté préfectoral n°E135 du 19 juillet 2019 portant transfert de l'agrément délivré à la société L.GOUIN CASSE AUTO pour l'exploitation d'une installation de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage située 111 rue de moulin sur la commune de Aiffres au profit de M.GOUIN LAURENT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 16 décembre 2025 au 111 rue du Moulin sur la commune d'Aiffres ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant en date du 31 mars 2026, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 2 avril 2026 informant, dans le cadre de la procédure contradictoire, conformément à l'article L. 171-8, l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 15 avril 2026 ;

Considérant que lors de la visite effectuée le 16 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 suivantes :

- article 19 : Absence de détecteur de fumée dans le local principal de stockage de pièce issues du démontage des VHU ;
- article 20 : Absence des ressources en eau nécessaire en cas d'incendie sur site ;
- article 21 : Plan de défense incendie incomplet ;
- article 25 : Absence de moyen de rétentions des eaux potentiellement polluées en cas d'incendie ;

Considérant que ces constats sont susceptibles de compromettre la gestion du risque incendie et qu'ils constituent des écarts réglementaires majeurs ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société CASSE AUTO LAURENT GOUIN de se conformer aux prescriptions techniques rendues applicables par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif à la rubrique 2712-1 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

Article 1 – Détecteurs de fumées et plan de défense incendie

La société CASSE AUTO LAURENT GOUIN exploitant une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage située au 111 rue du Moulin sur la commune d'Aiffres (79230) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans un délai ne dépassant pas 3 mois :

- Article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en installant des détecteurs de fumée dans chaque local technique ;
- Article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en réalisant un plan de défense incendie ;
- Article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en dotant le site des moyens de lutte contre l'incendie adaptées aux risques ;

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Rétention des eaux d'extinction incendie

La société CASSE AUTO LAURENT GOUIN exploitant une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage située au 111 rue du Moulin sur la commune d'Aiffres (79230) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 25 de l'arrêté préfectoral ministériel du 26 novembre 2012 susvisé relatif à la mise en place de mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, selon les délais suivants :

- Sous 3 mois, l'exploitant transmet son étude de confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie avec le descriptif des actions prévues. L'étude devra permettre de confirmer que l'ensemble des eaux d'extinction utilisées sur le site pourront bien être recueillis.
- Sous 12 mois, l'exploitant transmet les justificatifs de réalisation du volume de rétention pour les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués en cas de sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 – Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 6– Publicité

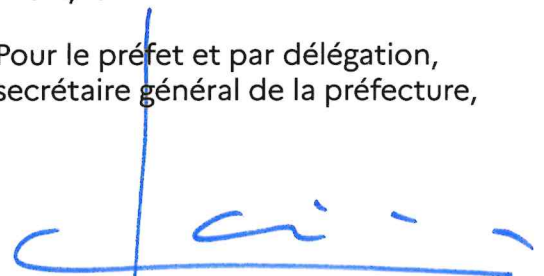
Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-aquitaine. sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Société CASSE AUTO LAURENT GOUIN ainsi qu'au maire d'AIFFRES.

Niort, le **06 MAI 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER